

BILLET DE BLOG 13 juillet 2016

L'économie collaborative et durable existe-t-elle ?

Auteur

Damien Demailly

Directeur adjoint d'I4CE

 Temps de lecture: 6 min

Avec des étendards comme Uber ou Airbnb, l'économie collaborative peut faire peur : elle pourrait être à l'origine d'une dérégulation complète de l'économie et d'une remise en cause des modèles sociaux européens. Elle est cependant aussi porteuse d'espoirs, de promesses, notamment sociales et environnementales, comme cela a été discuté lors d'une conférence organisée par l'Iddri le 23 juin dernier. L'économie collaborative est-elle à la hauteur de ces promesses ? Peut-elle le devenir ? Quel rôle alors pour les décideurs publics ?

Des promesses aux impacts : le verre à moitié plein

L'économie collaborative apparaît comme un grand « fourre-tout » d'innovations, avec des modèles économiques très différents, et d'innovateurs, avec des visions politiques et des motivations variées : certains mettent au cœur de leur logique d'action la création de lien social et la réduction de l'empreinte écologique de notre modèle de production et de consommation. L'économie collaborative est souvent présentée comme une réponse à la sous-utilisation des biens que nous produisons, de notre capital immatériel – notre savoir –, mais aussi matériel – biens d'équipement de la maison, logements, voitures, etc. Le [projet PICO \(Pionniers du Collaboratif\)](#) a exploré ces promesses, en se concentrant sur l'économie collaborative dans le domaine des biens : la production collaborative dans les Fablab, Repair Cafés et autres Techshop ; la consommation collaborative de biens sur des plateformes d'achat/vente d'occasion entre particuliers, de location, de don, de prêt. Les résultats de ce projet de recherche d'un an et demi – réalisé par l'Iddri en collaboration avec l'ESCP-Europe, les Universités Paris Sud et Paris Dauphine, [Ouishare](#) et [Zero Waste France](#), et financé par le ministère de l'Environnement et la MAIF – sont parfois surprenants. Ils ont été discutés lors d'une [conférence](#) organisée par l'Iddri le 23 juin dernier et dédiée à la convergence des transitions numérique et écologique, à la [mobilité collaborative](#) et au [crowdsourcing](#).

L'économie collaborative, un atout pour la transition écologique et le lien social ?

D'abord, l'économie collaborative est-elle vraiment un atout pour la transition écologique et le lien social ? En se concentrant sur les plateformes de consommation collaborative, le projet PICO et les intervenants de la conférence du 23 juin ont montré qu'en matière environnementale, il est possible de voir le verre à moitié plein ou à moitié vide :

- À moitié vide : certains effets rebonds amoindrissent le gain environnemental voire, dans certains cas, pourraient faire plus que l'annuler. On observe ainsi des comportements d'achat compulsifs sur Le Bon Coin, paradoxalement plus forts chez les personnes sensibles aux questions écologiques !
- Le verre à moitié plein : malgré ces effets rebonds, le bilan semble intéressant pour nombre de plateformes, et l'est d'autant plus lorsque celles-ci prennent en compte ces effets rebonds, en particulier les déplacements qu'elles induisent chez leurs usagers pour aller récupérer leurs biens, des déplacements parfois conséquents et réalisés en voiture individuelle.

Des impacts aux conditions d'amélioration : le rôle des pouvoirs publics... et des innovateurs

Alors, verre à moitié vide ou à moitié plein ? Rien ne sert de trancher, ni de connaître précisément l'impact réel de chaque plateforme, de chaque modèle collaboratif – même si le débat sur cette question a été intense lors de la conférence. Ce qui nous semble pertinent en revanche, c'est **d'identifier les conditions d'amélioration de la durabilité de l'économie collaborative, conditions qui ouvrent directement la voie à l'action** : celle des entrepreneurs, pour améliorer la durabilité environnementale et sociale de leurs plateformes ; celle des décideurs publics, pour soutenir et orienter l'innovation durable dans l'économie collaborative.

Les décideurs publics très attendus dans leur rôle de soutien

Les décideurs publics, nationaux ou locaux, sont dès lors attendus. Sans leur soutien, les modèles économiques de l'économie collaborative qui font preuve de durabilité ne connaîtront pas, en tout cas pas tous, le succès populaire et économique des licornes collaboratives comme Airbnb. Les enjeux de développement sont lourds : que les plateformes de don entre particuliers, notamment, soient portées par des associations ou des entreprises, leur « marché » est difficile à conquérir. Et, comme le montrent le projet PICO ou les vifs débats entre intervenants, la relation entre les innovateurs et les décideurs publics reste difficile, les seconds souhaitant connaître exactement l'impact de l'économie collaborative avant d'agir tout en mettant en avant leurs politiques de soutien à l'innovation, quand les premiers déplorent l'inadéquation entre ces politiques et leurs besoins. Nous y voyons un appel aux pouvoirs publics : celui de conserver leur esprit critique, de l'orienter vers l'amélioration de la durabilité de l'économie collaborative, tout en reconnaissant que l'on trouve dans ce fourre-tout hétérogène des innovations qui apportent de nouvelles solutions pour le développement durable, et des innovateurs qui souhaitent collaborer avec eux. L'un des enjeux pour les pouvoirs publics, et non des moindres, sera de construire la complémentarité entre les nouvelles offres de l'économie collaborative et l'offre existante des services publics ou de leurs partenaires historiques, comme les encombrants ou la filière du réemploi dont Emmaüs est l'incarnation. Décideurs publics, enrichissez vos services publics avec l'économie collaborative : tel est – au final – le [message du projet PICO](#).

L'économie collaborative, un enjeu pour les innovateurs

Mettre le foisonnement d'innovations qu'est l'économie collaborative au service du développement durable est aussi – certains diraient avant tout – un enjeu pour les innovateurs eux-mêmes et les collectifs d'innovateurs, qu'il s'agisse d'une structure comme Ouishare en France ou des syndicats d'entrepreneurs collaboratifs qui commencent à émerger, à l'image de la UK Sharing Coalition ou de la le EU Sharing Economy Coalition. Mieux comprendre l'impact de l'économie collaborative est un premier pas nécessaire, et les études de type PICO viennent clarifier ces impacts et fournir des pistes d'amélioration pour les entrepreneurs. Celles-ci peuvent être reprises par les entrepreneurs collaboratifs qui intègrent à leur logique d'action des préoccupations environnementales et sociales, pour orienter l'innovation. Mais ce n'est pas le cas de tous, disons le clairement. La critique constructive et la pression « externe » des associations environnementales, du monde de l'économie sociale et solidaire (ESS) ou des syndicats pourraient les conduire à adapter leurs services, ou à construire des propositions et des alliances lorsqu'ils sont porteurs des mêmes valeurs. Une ligne de fracture existe au sein du monde de l'économie collaborative, différentes visions politiques coexistent, parfois incompatibles. La convergence des transitions numérique et écologique est un enjeu politique, accompagné d'inévitables rapports de forces.